CONVENTION DES 12 ET 13 OCTOBRE - CLERMONT-FERRAND

DANS NOS COMMUNES,

Place au peuple

SYNTHÈSE DE NOTRE PROGRAMME POUR LA MANDATURE 2014-2020

Parti de Gauche — FRONT DE GAUCHE

ÉLU-E Parti de Gauche — LA GAUCHE PAR L'EXEMPLE — L'association des élu-e-s du Parti de Gauche et apparentés

www.lepartidegauche.fr www.lagaucheparlexemple.fr

UNE MÉTHODE DÉMOCRATIQUE INÉDITE

Cher(e) camarade,

La convention du Parti de Gauche des 12 et 13 octobre a adopté le texte définitif qui fixe les orientations du PG pour les municipales 2014. Il s'intitule Des radicalités concrètes pour sortir la finance de la vie locale : nous on peut !

Notre week-end fut studieux et fraternel.

Ce résultat vient récompenser processus exemplaire. Nous avons inventé une méthode démocratique inédite : depuis la prise en compte par notre conseil national le 25 mai d'un texte introductif qui a fixé nos 8 chantiers prioritaires pour la mandature 2014-2020, jusqu'à l'adoption du texte, et l'intégration de près de 700 amendements, chacun a mis la main à la pâte : secrétaires nationaux, commissions thématiques, ateliers militants du Remue-Méninges, comités locaux... Qu'ils en soient tous remerciés.

Il est de surcroît toujours possible d'enrichir ce travail grâce aux fiches actions qui permettent de partager des propositions «clés en main».

Le texte que nous avons adopté est non seulement un texte de résistance mais aussi un texte de combat. Nous ne nous embourbons pas dans la bonne gestion locale qui ne serait ni de droite, ni de gauche. Ces élections ont une portée nationale tant elles nous placent en situation de confrontation avec l'austérité, tant elles nous permettent de préfigurer ce que pourraient être des alternatives par la re-municipalisation des services publics, par la mise à distance des intérêts privés, par le refus de la métropolisation.

Cela sera un moment supplémentaire d'éducation populaire où nous ferons «place au peuple», où nous retrouverons tous ceux qui refusent que cela soit les Pen à qui on fait occuper le devant de la scène pour faire oublier les vrais responsables : la finance et ses laquais.

Sur la base de ce texte, et des 14 clés pour le rassemblement votées par les délégué-é-s, nous disons à toutes les têtes dures de France : venez participer à nos rassemblements autonomes, venez impulser avec nous cette majorité alternative, en rupture avec les politiques d'austérité dictées par le gouvernement. Le mouvement est en marche dans nombre de communes en France. Amplifions-le !

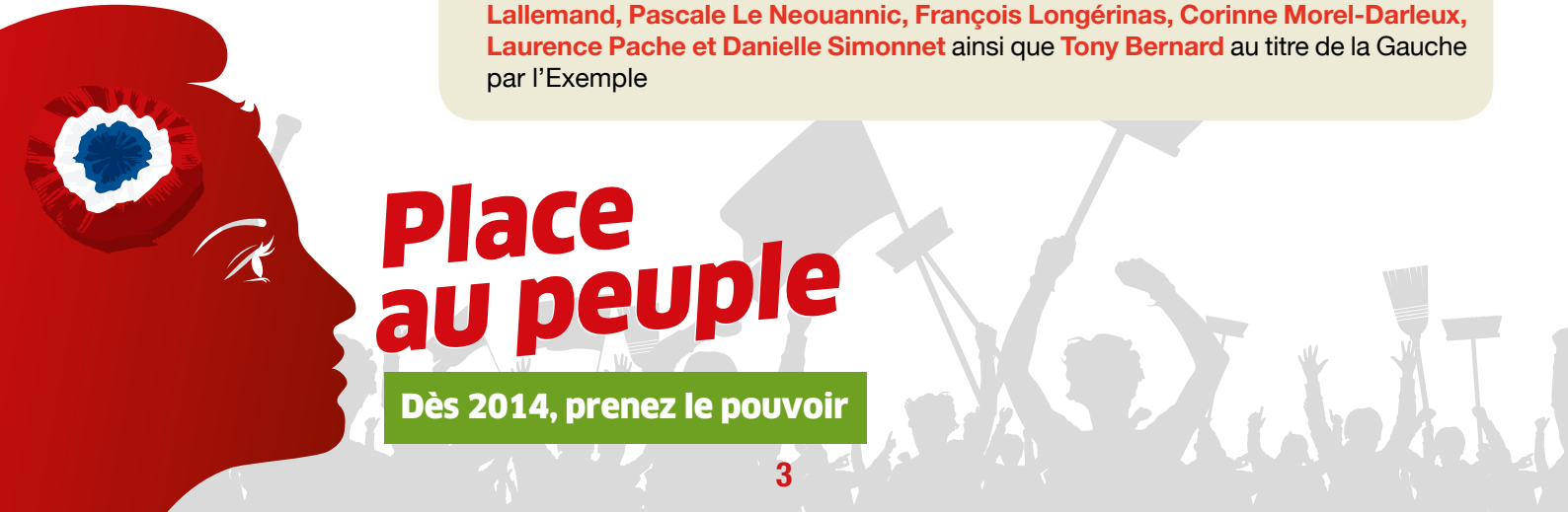
ELISA MARTIN ET GABRIEL AMARD
co-présidents de la commission des résolutions

L'équipe qui a travaillé à l'élaboration du programme du PG

- **Marie-Laurence Arnaud** (Gironde 33)
- **Elise Ballet** (Bouches du Rhône 13)
- **Alain Bousquet** (Gironde 33)
- **Riva Gherchanoc** (Seine-Saint-Denis 93)
- **Jean-Michel Grémillet** (Vaucluse 84)
- **Romain Jammes** (Haute-Garonne 31)
- **Martine Lachaud** (Val-de-Marne 94)
- **Michel Larive** (Ariège 09)
- **Christine Le Coent** (Nord 59)
- **Elisa Martin** (Isère 38)
- **Boris Morenas** (Bas-Rhin 67)
- **Jean-Luc Varin** (Seine-Maritime 76)

et les Secrétaires Nationaux thématiques du PG

- **Gabriel Amard, Delphine Beauvois, Marie-Laure Darrigade, Jean-Charles Lallemand, Pascale Le Neouannic, François Longérinas, Corinne Morel-Darleux, Laurence Pache et Danielle Simonnet** ainsi que **Tony Bernard** au titre de la Gauche par l'Exemple



LES 14 CLÉS DU RASSEMBLEMENT POUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES 2014

Le Parti de Gauche présente dans ce document les points à partir desquels la constitution de listes de rassemblement avec le Front de gauche, d'autres partis politiques, des voix dissonantes à gauche, des associations et des citoyens est possible pour refuser toutes les politiques d'austérité et battre la droite et l'extrême droite. Ces clés sont le moyen pour les forces locales du Parti de Gauche et ses futurs partenaires d'établir des programmes communs, qui seront ensuite présentés aux électeurs/trices.

1 / La liste de rassemblement dénoncera les politiques d'austérité initiées de manière autoritaire par l'Union Européenne et appliquées avec zèle par le gouvernement Ayrault. Elle refusera de mettre en œuvre cette logique libérale néfaste pour les administrations publiques, pour les citoyen-ne-s, et plus particulièrement les jeunes et les femmes, car vecteur d'appauvrissement et de casse du service public.

2 / La liste de rassemblement refusera le projet de métropolisation contenu dans l'acte III de la décentralisation et combattra toutes les formes de féodalisme et de clientélisme municipaux. Ceux-ci sont foncièrement contraires à la probité publique. Elle fera de la commune l'échelon de proximité de la démocratie. Elle défendra une intercommunalité fondée sur la coopération, des projets partagés et des périmètres de solidarité. Afin d'éviter le cumul des mandats à la tête des exécutifs, elle présentera des candidat-e-s différent-e-s aux fonctions de maire et de président-e de l'intercommunalité.

3 / La liste de rassemblement s'engagera à mettre en place la planification écologique. Elle considérera que les économies d'énergie couplées au développement local des énergies renouvelables est un acte précurseur à la transformation de la société. Mais aussi un moyen d'augmenter la part globale des énergies renouvelables. La planification écologique sera également comprise comme un moyen de réduire la distance entre lieu de travail, lieu d'habitat et de loisirs, via un aménagement urbain durable et une politique de transports alternative à la voiture.

4 / La liste de rassemblement s'engagera à la re-municipalisation des services publics locaux, notamment de l'eau, des transports et des déchets en respectant les acquis des salariés. Elle défendra des conditions d'accès au service différenciées selon les usages de l'eau. Elle déclarera la commune hors Grand Marché Transatlantique.

5 / Laliste de rassemblement s'engagera à gouverner en fonction d'indicateurs de développement humain, sociaux et de bien-être. Elle visera des objectifs pour le droit au logement, l'accès au service public de la petite enfance, le soutien à l'art et à la culture en particulier. La liste de rassemblement s'engagera pour une politique affirmée de lutte contre les inégalités femmes-hommes, et contre les discriminations en fonction du genre, de l'orientation sexuelle, des origines ou envers les personnes en situation de handicap.

LES 14 CLÉS DU RASSEMBLEMENT POUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES 2014

6 / La liste de rassemblement s'engagera en faveur d'une politique de sécurité juste. Par conséquent, elle refusera la vidéo-surveillance et la politique du chiffre instaurée par N.Sarkozy, poursuivie par M.Valls. Mais revendiquera une police nationale dont les effectifs seront mieux répartis et plus conséquents, là où c'est nécessaire, et plus proche de la population.

7 / La liste de rassemblement s'engagera dans la lutte contre la précarisation des fonctionnaires et prendra toutes les mesures nécessaires pour refuser la casse du service public et la maltraitance des agents.

8 / La liste de rassemblement s'engagera à respecter strictement le principe de laïcité. Par conséquent, en dehors du cadre légal, elle ne financera ni des écoles, ni des associations confessionnelles.

9 / La liste de rassemblement s'engagera à soutenir l'économie sociale et solidaire et instaurera des mesures favorables à la création de coopératives, considérant ce secteur comme précurseur d'une économie alternative et d'une autre société. Elle œuvrera au renforcement du mouvement associatif et d'éducation populaire par le retour des financements de fonctionnement.

10 / La liste de rassemblement s'engagera à défendre le travail en France pour tou-te-s celles et ceux qui y résident. Elle soutiendra la relocalisation de l'activité en promouvant les circuits courts. Elle condamnera la destruction du droit du travail imposée par le MEDEF.

11 / La liste de rassemblement favorisera le développement de la démocratie participative, via la création de comités d'usagers pour les services locaux, des formes d'implication populaire (conseils de quartiers, budgets participatifs, votations citoyennes etc), mais aussi via l'instauration d'un référendum sur le bilan à mi-mandat.

12 / La liste de rassemblement mettra en place, des mesures d'accès au droits pour les migrants, notamment les Roms, considérant que chaque être humain a le droit à vivre et habiter dignement.

13 / La liste de rassemblement dénoncera vigoureusement les emprunts toxiques contractés par les collectivités territoriales et engagera des poursuites contre les banques et ses agents ayant rédigé et fait signer ces contrats indignes.

14 / La liste de rassemblement refusera la réforme des rythmes scolaires et demandera un moratoire. Elle considérera cette réforme contraire au principe républicain d'égalité des citoyen-ne-s et des territoires et contraire au principe de gratuité du temps scolaire.

DES RADICALITÉS CONCRÈTES POUR SORTIR LA FINANCE DE LA VIE LOCALE ! NOUS ON PEUT !

Les élections municipales et intercommunales, comme les élections européennes, sont une étape dans notre stratégie de conquête du pouvoir. Nous y ferons la démonstration qu'une autre politique que celle de l'austérité est possible. Qu'à l'échelle locale, on peut casser l'idée que c'est toujours en dépensant moins, en restreignant l'intervention publique que l'on améliorera notre sort. Nous voulons faire... tout le contraire.

Alors que le gouvernement va taxer davantage ceux qui n'ont rien ou pas grand-chose, ceux qui ont déjà beaucoup voient leur situation préservée : augmentation de la TVA pour tous, exonération de 120 milliards pour les plus riches, entreprises ou particuliers.

Face au pouvoir en place, à la droite et à l'extrême droite, **avec le Front de Gauche,** nous appelons à la construction d'une majorité alternative à gauche. Elle est possible! **Des voix dissonantes s'élèvent, chez Europe-Écologie** et au PS, qui considèrent, à juste titre, que les mesures proposées, en leur nom, par le gouvernement, ne sont pas acceptables. Nous les appelons à participer à nos rassemblements. Pour prendre la tête de la gauche. Nous n'y parviendrons que si nous suscitons l'implication populaire, par la constitution de groupes d'actions citoyens préfigurant les listes autonomes que nous voulons. Notre objectif n'est pas électoraliste. Nos programmes ne sont pas solubles dans des compromis. Nous voulons, comme le peuple, des élus utiles qui mettent en œuvre le programme sur lequel ils se sont engagés et qui résistent aux politiques austéritaires.

L'élection municipale est une occasion de donner un coup de balai pour en finir avec le féodalisme municipal et les chatelains locaux qui confisquent le pouvoir et musèlent la démocratie.

Implication citoyenne, majorité alternative à gauche, programme de ruptures, c'est aussi selon nous lutter contre le FN, plutôt que la complaisance coupable et nauséabonde telle que pratiquée au plus haut de l'Etat par M. Valls et ses complices.

Aux municipales, aux européennes, passons ce grand coup de balai, avec les listes «place au peuple» :

- **Réhabilitons la puissance publique** en développant des services publics communaux dans de multiples domaines (crèches, petite enfance, restauration collective, bibliothèques, centres culturels et sportifs, déchets, pompes funèbres) et en créant des régies publiques pour la gestion des biens communs (eau, énergie, transports…) !
- Éco-socialistes de conviction, **engageons la planification écologique** pour assurer la transition énergétique et respecter la règle verte ! Agissons pour une énergie propre et accessible à tous grâce à des économies d'énergies et des services publics (géothermie et biomasse). Garantissons l'accès à l'eau et sa protection avec des régies ! Aménageons le territoire dans un souci de préservation de l'unique écosystème humain !
- **Étendons la gratuité !** Quand le capitalisme privatise ce qui était commun, la gratuité socialise ce qui était privé. Étendre la gratuité, c'est combattre le capitalisme dans ses principes mêmes !
- **Refuser l'austérité,** c'est aussi lutter contre l'acte III de la décentralisation : réaffirmons la centralité de la commune comme échelon démocratique. Le capitalisme, incrusté dans nos vies, maîtrise le temps et l'espace. Il faut se les réapproprier, en ralentissant la ville, en maîtrisant le foncier, en aménageant des espaces de vivre-ensemble.
- **Le capitalisme honnit la démocratie**, parce qu'il va contre les intérêts du peuple ! Développons la démocratie participative, les moyens de contrôle des élus, luttons contre le cumul des mandats, créons un droit de pétition pour révoquer les élu-e-s, soutenons le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales, favorisons les médias alternatifs ! Ce sont autant de moyens pour redonner la parole au peuple et combattre la pensée unique.

Ainsi, nos candidats déclineront un **projet écosocialiste**, en s'appuyant sur des radicalités concrètes, qui viennent illustrer nos objectifs politiques autour de **8 chantiers prioritaires pour la mandature 2014-2020.**

LES 8 CHANTIERS PRIORITAIRES POUR LA MANDATURE 2014-2020

1 / Contre l'austérité, les services publics !

2 / Dès l'échelon local, engageons la planification écologique

3 / Pour un autre mode de développement local, soutenons l'Economie Sociale et Solidaire

4 / Promouvons la gratuité des biens communs (eau, transports, énergie, cantines…)

5 / Vivons la commune comme un espace d'émancipation citoyenne

6 / Vivons ensemble, c'est la clef de voûte du pacte républicain

7 / Place au Peuple, pour permettre aux citoyen-ne-s de se réapproprier la commune

8 / Des employeurs exemplaires pour des agents territoriaux déprécarisés et respectés et un service de qualité.

1ER CHANTIER : CONTRE L'AUSTÉRITÉ, LES SERVICES PUBLICS !

Le capitalisme financier, non content d'asservir les Etats, s'est attaqué aux communes ! Les multinationales, les spéculateurs, les promoteurs sont autant de vautours qui rôdent autour des mairies, siphonnent les finances communales et détournent les services publics à leur profit ! Comment ? Avec le concours de l'Etat qui impose l'austérité aux collectivités, ils les poussent à se financer sur les marchés financiers et les livrent alors aux agences de notation qui détiennent des pouvoirs hors normes. Les collectivités sont contraintes à des «réformes structurelles» pour trouver grâce aux yeux des capitalistes! Délégations de service public, partenariats public-privés, sociétés d'économie mixte, sociétés publiques locales. Tout y passe ! Ces 4 formes de privatisation, toujours plus répandues, assurent des mannes financières énormes aux banques et aux multinationales, qui surfacturent les prestations, ne réalisent pas les investissements attendus et gèrent dans la plus grande opacité ! Et c'est nous qui les payons, à cause d'élus pourris acquis aux principes du capitalisme financier !

Il faut chasser ces charognards ! La puissance publique doit revenir au centre de l'économie !

Il faut réhabiliter le service public, garant de l'intérêt général et de l'égalité des citoyens !

Sortons les marchands de l'école publique et combattons la réforme Peillon des rythmes scolaires qui favorisent le recours aux partenariats privés et aux grandes fondations (type total). Le temps scolaire restera gratuit et public. Rétablissons, développons des services publics communaux pour les crèches, la petite enfance, les centres de santé, la restauration collective, les déchets, les pompes funèbres ! Instaurons des régies publiques de l'eau, des transports, de l'énergie ! Ce sont des mesures sociales, car nous baisserons les prix, démocratiques, car nous promouvrons l'implication citoyenne, et écologiques, parce que notre gestion sera soucieuse de l'environnement. Comment les financer ? Le service est payé au prix coûtant par les usagers, il sera donc moins cher. Des taxes sur les sociétés peuvent aider (tarifs différenciés, versements transports…). Puisqu'il n'existe pas d'entreprises prospères sans service public, il faut qu'elles participent au Bien commun. Maîtriser le foncier est aussi une urgence pour éviter la folle spéculation et l'explosion des inégalités. Enfin, l'hégémonie du capitalisme est culturelle. Attaquons ses moyens de propagande en créant des zones sans publicité !

La gestion municipale est éminemment politique. C'est un enjeu national ! Il faut donc pousser les parlementaires, le gouvernement et les associations d'élus à engager des réformes essentielles en termes de dotations, de fiscalité locale juste, de prêts à taux zéro pour des investissements d'intérêt général. C'est une question de vie ou de mort pour les communes !

Des exemples de radicalités concrètes :

- Créer des centres de santé municipaux pour lutter contre les déserts médicaux
- Sortir les déchets des intérêts marchands dans le cadre d'un service public pour une gestion écologique, responsable et démocratique
- Gérer un service public de la restauration scolaire bio et gratuite pour rompre avec les inégalités sociales, sortir de la malbouffe et favoriser les circuits courts
- La mort n'est pas une marchandise ! Créer un service public local des pompes funèbres accessible à tous, voire gratuit.
- Développer la gratuité des transports en commun
- Interdire la publicité sur l'espace public pour faire reculer le consumérisme

Place au peuple

Dès 2014, prenez le pouvoir

2E CHANTIER : DÈS L'ÉCHELON LOCAL, ENGAGEONS LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE

L'écosocialisme est notre socle idéologique, la planification écologique un moyen de le mettre en œuvre. L'État doit assurer un rôle de stratège dans les grands projets industriels et désormais écologiques en tenant compte des limites de la planète, des risques climatiques, géopolitiques, technologiques. Au niveau local, les citoyens et élus peuvent déjà initier la planification écologique! L'échelon communal est l'occasion de prouver notre savoir-faire en la matière!

Le premier objectif est de fournir une énergie la plus propre possible, en termes de carbone, non nucléaire, et accessible à tous. Écologie, démocratie et justice sociale doivent toujours aller de pair! Comme la plus grande source d'énergie c'est celle que l'on ne consomme pas, il est nécessaire d'engager des actions pour réduire la consommation d'énergie et gagner en efficacité énergétique. Dans le même temps, nous pourrons créer des régies publiques de l'énergie à deux volets. Le premier est la communalisation: les toits des espaces privés seront équipés de panneaux solaires, de mini-éoliennes produisant de l'électricité. Le second est l'équipement des logements privés et collectifs en solaire thermique et photovoltaïque, ainsi que la création de régies publiques de géothermie, selon les caractéristiques géologiques, pour alimenter les réseaux de chaleur et d'électricité. En mutualisant la production publique locale des énergies renouvelables et celle des particuliers, nous contribuerons à la nécessaire autosuffisance énergétique de la France.

Le deuxième objectif est de garantir le droit à l'eau pour tous par la création des régies publiques de l'eau! La facture sera moins chère pour l'usager, l'eau sera accessible à tous (tarifs progressifs et gratuité des premiers mètres cubes d'eau) et les ressources en eau seront protégées. Sortir de la gestion privée est bénéfique pour tous, sauf pour les capitalistes! L'implication des usagers permettra également un contrôle citoyen indispensable à la poursuite de l'intérêt général.

Stoppons l'aménagement du territoire anti-écologique, désormais ménageons-le! C'est notre troisième objectif. Il commence par le développement d'une agriculture urbaine et péri-urbaine, biologique et respectueuse du producteur comme du consommateur. En favorisant l'installation de paysans bio, en stoppant l'étalement urbain, en aidant à l'émergence de circuits courts, nous inventerons un autre mode de vie ! Ménager le territoire, c'est aussi agir pour préserver la biodiversité, en prenant conscience du jardin planétaire qui nous entoure. Comment penser l'espace sans envisager les transports ? Sortons du tout-voiture et favorisons les modes de transports doux, collectifs et alternatifs. Réduire et valoriser les déchets sont des exigences fondamentales. Enfin, ménager le territoire maritime oblige à une application scrupuleuse de la loi littorale.

Des exemples de radicalités concrètes

- Instaurer des plans locaux d'économies d'énergie pour faire baisser la consommation énergétique
- Produire de l'énergie localement en développant panneaux solaires hybrides et mini-éoliennes sur toutes les surfaces déjà artificialisées.
- Conditionner les garanties d'emprunt des bailleurs sociaux aux exigences écologiques et sociales d'économies d'énergie
- Lutter contre les mésusages en développant des actions de sensibilisation à la sobriété énergétique
- Créer des régies publiques géothermiques pour chauffer moins cher et plus écologique
- Garantir le droit à l'eau, c'est créer des régies publiques de l'eau permettant une tarification progressive et différenciée selon les usages, la gratuité des compteurs et des premiers m³ d'eau indispensables à la vie et l'implication des associations dans les comités d'usagers
- Développer une agriculture urbaine et péri-urbaine biologique et en circuit court en réservant 30 % des terres dédiées à l'agriculture nourricière. À la place du fleurissement souvent inutile, développer des potagers en libre-service.
- Garantir la préservation du foncier agricole et de la biodiversité en luttant contre l'étalement urbain et en développant des ceintures vertes agricoles
- Soutenir l'installation des paysans en louant ou en rachetant des terrains agricoles, mener une politique de subvention qui favorise la mutualisation des installations agro-alimentaires
- Gérer l'espace public de manière différenciée selon les usages, en adoptant le fauchage tardif, l'écopâturage et la gestion naturelle et rétablir des continuités écologiques pour la faune et la flore

3E CHANTIER : POUR UN AUTRE MODE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL, SOUTENONS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

La puissance publique ne peut pas administrer entièrement l'économie. L'initiative privée y a donc sa place, via l'Économie Sociale et Solidaire, qui regroupe les coopératives, les mutuelles et les associations. Promouvoir l'ESS c'est lutter contre les grands groupes qui exercent leur mainmise sur les communes. Mais si la social-démocratie la réserve au secteur non rentable (humanitaire, insertion etc), le PG en fait la préfiguration de l'économie de demain.

La première action est de soutenir les coopératives. Ainsi l'élu peut, lorsqu'une entreprise va mal ou doit être cédée, aider les salariés à former une Scop en les accompagnant juridiquement, financièrement, matériellement. Il peut ainsi pousser à la création d'une coopérative d'activités et d'emplois qui assure à la fois le statut de « propre patron », et une protection sociale et des moyens mutualisés.

Il peut également inciter à la création d'une SCIC, société coopérative d'intérêt collectif, souvent tournée vers des activités écologiques, et qui réunit au conseil d'administration salariés, bénévoles, usagers, collectivités publiques, entreprises, associations et particuliers. Il est plus simple de la créer dans un cadre intercommunal. Les élus devront donc porter de tels projets au conseil communautaire.

L'élu doit valoriser et susciter des coopératives d'habitants, assurant une propriété collective et des espaces communs. Une telle coopérative conçoit, bâtit ou rénove et occupe des logements selon les règles de l'urbanisme durable, de la construction écologique. Les élus PG veilleront à ce que les citoyens soient associés à la conception de Zones d'Aménagements.

Trop de sociétés d'assurance se font passer pour des mutuelles ! Les "vraies" mutuelles d'assurance, ne rémunèrent pas les actionnaires ni sur le dos des assurés, ni sur celui de la Sécurité sociale. Incitons à leur implantation dans nos villes !

Nombre d'associations locales seront subventionnées. Ce sont celles qui relèvent de l'intérêt général qui seront privilégiées. Les conditions de leur indépendance seront respectées grâce à des conventions claires, évaluables, transparentes.

Enfin il est possible à l'échelle locale de lutter contre le consumérisme en supprimant le mobilier publicitaire, en s'appuyant sur les règlements locaux de publicité mais aussi en promouvant des modes différents de consommation. Ainsi les ressourceries, les recycleries et AMAP seront développées et encouragées.

Des exemples de radicalités concrètes

- Développer des Coopérative d'activités et d'emplois (CAE) pour entreprendre autrement Développer l'habitat participatif : des coopératives d'habitants pour un mode de vie plus collectif, écologique et social (Création d'espaces communs (laveries, salles communes, ateliers, chambres d'amis, jardins partagés…)
- Supprimer la publicité sur l'espace public et créer des ressourceries recycleries pour lutter contre le consumérisme

4E CHANTIER : PROMOUVONS LA GRATUITÉ DES BIENS COMMUNS (EAU, TRANSPORTS, ÉNERGIE, CANTINES…)

La gratuité, c'est la socialisation des biens et des services. Elle s'oppose donc à la privatisation et la marchandisation. Privatiser, c'est retirer un bien de la communauté, en faire une propriété privée que l'on peut vendre, ou dont on peut en tirer profit. Gratuité et privatisation opposent donc deux visions du monde. Sortir de la logique marchande, c'est préserver l'espace public des logiques capitalistes où les services n'ont qu'une valeur d'échange. Rendre gratuit un service réévalue donc sa valeur d'usage et permet à chacun d'expérimenter le vivre-ensemble.

Étendre la gratuité des services publics, c'est les remettre au cœur de l'intérêt général. C'est transformer les clients en citoyens. L'implication citoyenne des habitants à la gestion des services publics est une condition pour s'engager dans la voie de l'émancipation collective.

La gratuité est une mesure sociale et d'égalité. Elle assure le rééquilibre des richesses en faveur du travail, au détriment du capital. Elle permet donc aux ménages, étranglés par la baisse des salaires, de retrouver du revenu. Mais c'est également une mesure d'égalité, parce qu'elle n'institue pas de catégorie particulière de citoyens, comme le font les tarifs sociaux. La gratuité au contraire efface les distinctions sociales. Elle consacre l'universalisme des droits.

La gratuité répond aux besoins essentiels de la vie. Aux Lacs de l'Essonne ou à Barbaste, les premiers mètres cubes d'eau, indispensables à la vie sont gratuits. Nous voulons donc que les services essentiels que sont le transport, la santé, la culture, ou l'accès à l'eau puissent être en libre accès. En fin de vie, nous pensons également que les communes doivent garantir la gratuité des services funéraires.

La gratuité est un outil de la planification écologique. Socialisme et écologie vont de pair. C'est pourquoi, la promotion les transports collectifs et alternatifs (vélos, marche à pied), nécessaires à un mode de vie plus sobre, s'accompagne de la gratuité, incitant de fait la population à un comportement éco-responsable.

Comment mettre en place la gratuité ? Les ressources possibles existent comme la taxe versement transport sur les entreprises, ou le renchérissement des usages professionnels pour financer la gratuité. Tout ne pourra cependant pas être gratuit tout de suite. Il s'agit de faire des choix politiques en fonction des réalités communales, et d'entamer progressivement une marche vers la gratuité, en passant par exemple par une tarification sociale intermédiaire.

Des exemples de radicalités concrètes

- Promouvoir un accès gratuit à des productions maraîchères de qualité : potagers en libre-service
- Petite-enfance, services funéraires, éducation, périscolaire, transports… gratuité des services publics communaux pour tous les besoins essentiels, à tous les âges de la vie !
- Un bien commun vital, instaurer la gratuité des compteurs d'eau et des premiers mètres cube d'eau indispensables à la vie

5E CHANTIER : VIVONS LA COMMUNE COMME UN ESPACE D'ÉMANCIPATION CITOYENNE

La commune demeure un lieu de souveraineté populaire. Mais trois tendances dénaturent son lien avec les citoyens : l'austérité, les logiques technocratiques, et l'acte III de la décentralisation. Si nous sommes partisans de regroupements intercommunaux sur la base de projets communs et de périmètres de solidarité, la commune demeure l'échelon pertinent de la vie démocratique. Nous nous opposons donc à la métropolisation, qui avalise la surconcentration de moyens au profit de territoires «performants» et en abandonne d'autres, la majorité ! Ces derniers, oubliés de la compétitivité, sont souvent ruraux, périurbains ou des quartiers populaires. C'est là que le chômage explose, que le vote FN augmente et s'ancre.

Pour ralentir la ville, il faut penser la solidarité entre territoires et populations et favoriser les coopérations. Pour ce faire, la ville doit assumer quatre fonctions : le logement, les activités, les services, et une fonction écologique pour bien vivre dans son environnement. D'abord en luttant contre l'hyperspécialisation des territoires. Il est aussi nécessaire de repenser nos modes de déplacements pour sortir «du tout voiture». De ce fait, ralentir la ville, c'est revendiquer le temps du repos, réduire les temps aliénants (transport, consommation). Autant de temps gagné pour l'émancipation et la vie sociale ! Il faut également stopper l'étalement urbain, destructeur de terres agricoles et naturelles, et densifier la ville. Maîtrisant le foncier est une solution, qui permet en outre de lutter contre la spéculation immobilière, et en zone rurale et périurbaine de conserver des espaces dédiés à l'agriculture paysanne. Refusant les inégalités sociales territoriales, nous développerons le logement social à 30% en zone dense.

Pour nous l'aménagement doit être fondé sur la polyfonctionnalité et la polycentralité.

Pour une réelle émancipation personnelle et collective, les services publics sont essentiels. Il est nécessaire de développer l'accueil de la petite enfance et des crèches, véritables leviers d'égalité entre tous les enfants et les familles et permettent d'assurer une veille bienveillante et éducative. La laïcité est portée par les services publics. Or quand ces derniers reculent, ce sont des associations culturelles, communautaristes ou religieuses qui prennent le relais et imposent un contrôle social sur les populations. Rétablir les services publics, c'est donc renforcer la laïcité. Enfin, les communes doivent répondre au vieillissement de la population en développant des centres de santé municipaux, qui pallient les déserts médicaux. Les soins sont très peu chers, voire gratuits, et s'accordent avec le bas niveau de vie des retraités.

Des exemples de radicalités concrètes

- Contre la métropolisation, revendiquer que la commune reste le lieu de la souveraineté populaire
- Aménager le territoire pour ralentir la ville : faire cohabiter les 4 fonctions de la ville pour raccourcir le temps aliénant en développant un urbanisme compact grâce aux outils réglementaires (PLU, SCOT, droit de préemption…)
- Maîtriser le foncier et plafonner le prix du m² pour porter à 30 % la part de logement social et du très social (PLAI et PLUS) dans les zones denses
- Pas d'émancipation, sans soutien au secteur culturel ! Généraliser la présence permanente de l'art, dans tous les bâtiments (principe du 1% artistique), dans les friches industrielles, tout en refusant l'action culturelle « communautarisée »
- Favoriser la lecture publique et les médiathèques gratuites pour diffuser du rêve, de la conscience et des idées

Place au peuple

Dès 2014, prenez le pouvoir

6E CHANTIER : VIVONS ENSEMBLE, C'EST LA CLEF DE VOÛTE DU PACTE RÉPUBLICAIN

La crise économique, sociale et écologique conduit à des discriminations et des atteintes aux libertés qui remettent en cause notre pacte républicain. Le cadre communal, au plus proche des citoyens, permet de lutter contre ces dérives et de remettre l'humain au cœur des préoccupations.

La laïcité, dans ses principes - neutralité de l'Etat, liberté de conscience de chacun, séparation de l'église et de l'État garantit la liberté de tous et le vivre-ensemble. Nous la mettrons strictement en application. Non financement des lieux de culte, des écoles confessionnelles, des associations cultuelles ; interdiction des ségrégations de genre ou confessionnelles.

Vive le féminisme municipal. Outre le caractère irréprochable en la matière de la collectivité (recrutement des cadres, communication, proposition d'activités...), grâce à l'éducation populaire, la ville peut sensibiliser les citoyens à une approche égalitaire. Plus encore des agents peuvent aider et soutenir les femmes dans leurs démarches quand elles sont victimes de violences. Pour favoriser leur autonomie, les élus doivent conditionner les aides aux entreprises au respect de certains critères (égalité salariale, responsabilité etc). Pour garantir le droit à disposer de son corps, la commune peut créer un centre de planning familial garantissant l'information et la contraception gratuites. Toute cette politique doit être menée de concert avec les associations, qui seront soutenues.

Il faut lutter contre les discriminations et les violences envers les personnes LGBT. La contre campagne du mariage pour tous a révélé à quel point les préjugés pouvaient être tenaces. Lutter contre ceux-ci est un enjeu. Il convient de créer des lieux et des lignes d'écoute, d'information et d'accompagnement, mais aussi des centres d'accueil pour des personnes en rupture familiale, souvent ayant fait leur coming out.

Acheter des livres par la bibliothèque communale, ou proposer l'intervention des associations en milieu scolaire permettront de combattre les stéréotypes.

La commune peut lutter à son niveau contre la peur de l'autre et créer de l'égalité dans les faits en droits. Nous appliquerons la loi qui oblige les communes de plus de 5000 habitants à réaliser une aire d'accueil pour les gens du voyage. Il faut stopper immédiatement la chasse aux Roms, favoriser la scolarisation des enfants, permettre un accès à la formation professionnelle, aux outils de travail indépendant et au microcrédit, mais aussi veiller à l'accès aux soins, notamment pour les femmes et enfants.

En termes de sécurité publique, nous voulons réhabiliter le lien entre la police et la population, rejetons la vidéo-surveillance, atteinte aux libertés publiques. Il faut rétablir la confiance et la fraternité, préludes à toute sécurité.

Des exemples de radicalités concrètes

- Défendre et faire vivre la laïcité : refuser le financement des équipements confessionnels (écoles, crèches, lieux de culte...) et les associations à vocation cultuelle
- Apprendre à vivre dans un espace laïque : les repas servis dans les cantines scolaires seront composés uniquement sur des bases d'équilibre nutritionnelle.
- Former des agents pour intervenir auprès des femmes subissant des violences afin de les guider dans leur démarche
- Pour la santé publique et droit à disposer de son corps, ouvrir des centres de planification
- Campagne de lutte contre les stéréotypes et le racisme
- Pour lutter contre les discriminations, privilégier une politique du livre qui véhicule la culture de l'égalité et non celle des stéréotypes et des préjugés
- Pour le droit à la sûreté, revendiquer des moyens pour la police Nationale, refuser la vidéo-surveillance et l'armement de la police municipale

Place au peuple

Dès 2014, prenez le pouvoir

7E CHANTIER : PLACE AU PEUPLE, POUR PERMETTRE AUX CITOYEN-NE-S DE SE RÉAPPROPRIER LA COMMUNE

La VIe République renforce l'implication populaire et le contrôle démocratique des citoyens ! Cela commence par la commune. La démocratie participative est souvent un paravent pour imposer les choix des élus. Nous proposons au contraire de la rendre effective.

Pour impliquer les citoyens, partons de leurs revendications, grâce à des espaces de libre parole (cahiers de doléances, assemblées de quartier, votations citoyennes etc.). Pour les services publics et l'habitat social, créons des conseils décisionnaires où les citoyens ont leur place. Soutenons les formes associatives d'engagement (habitats coopératifs, AMAP, systèmes d'échanges locaux, jardins partagés etc.). Développons les conseils de quartiers, de la jeunesse, de la vie étudiante en leur donnant de véritables moyens financiers pour assurer la réalisation et le suivi des projets.

Les élus sont d'abord des militants qui politisent les conseils municipaux et permettent aux citoyens d'y prendre la parole. Ils doivent aussi assumer la désobéissance civique (parrainage de personnes sans papiers, soutiens aux actions de désobéissance). Celle-ci est justifiée quand il s'agit de braver des lois contraires à l'intérêt général.

N'attendons pas 2017 pour mettre en œuvre le non-cumul ! Instaurons des référendums locaux à mi-mandat engageant la confiance (ou la défiance) envers la majorité, afin de réorienter, si nécessaire, l'action municipale pour les trois années à suivre, à défaut de pouvoir révoquer les élus.

Permettre au peuple d'élaborer le budget, clef de voûte d'une politique est la véritable démocratie. Nous pouvons allouer par quartier des crédits, assurant une gestion citoyenne d'une part du budget mais surtout permettant aux citoyens de débattre et de décider des orientations budgétaires annuelles.

N'excluons pas les étrangers de ces processus ! Multiplions donc les référendums locaux auxquels ils peuvent participer.

Les associations sont essentielles à la démocratie et contribuent à créer de l'emploi coopératif, social et écologique. Défendons les financements par subvention et non par la mise en concurrence par appels à projets.

Pour une information pluraliste, il faut faire du journal municipal un média où chaque parti peut s'exprimer, de même que les associations. Favorisons et soutenons les initiatives de médias alternatifs et indépendants, essentiels à notre démocratie.

Des exemples de radicalités concrètes

- Du haut vers le bas, au bas vers le haut, développer l'implication populaire en organisant des votations citoyennes ou des référendums locaux
- Développer la cogestion en créant les conseils des usagers dans les services publics
- Garantir les libertés associatives
- Pour la révolution citoyenne mettre au débat citoyen des budgets participatifs
- En attendant le droit de vote pour tou-te-s, des conseils de résidents étrangers asssociés aux conseils municipaux
- Pour un pluralisme de l'information, soutenir l'émergence de médias alternatifs
- Instaurer des espaces de libre expression dans les publications municipales

Place au peuple

Dès 2014, prenez le pouvoir

8E CHANTIER : DES EMPLOYEURS EXEMPLAIRES POUR DES AGENTS TERRITORIAUX DÉPRÉCARISÉS ET RESPECTÉS ET UN SERVICE DE QUALITÉ

Les fonctionnaires sont trop souvent stigmatisés et non considérés, en témoignent le gel maintenu du point d'indice, la MAP (modernisation de l'action publique). La logique du «new public management» conduit à la dévalorisation, la mise en opposition des fonctionnaires avec les autres salariés et finalement à la perte de sens.

Nous sommes attachés au statut de la fonction publique. Il lutte contre l'asymétrie du contrat de travail individuel et établit le principe d'égalité du service public.

La fonction publique territoriale, c'est 50 000 employeurs publics et 1,8 million d'agents, dont les deux tiers sont titulaires. Le statut unique sépare grade et emploi, ce qui garantit ce dernier. Or ce statut est attaqué aujourd'hui. Pour lutter contre cette logique, il faut conforter les centres de gestions (cogérés par les employeurs et les salariés), garants de l'application du statut et en même temps centres de ressources et de mutualisation pour les plus petites collectivités. Comment ? En renforçant la place des agents à travers les représentants élus aux instances paritaires, mais aussi en développant leur formation, qui sera permise à tous par l'augmentation du montant de la cotisation obligatoire des employeurs.

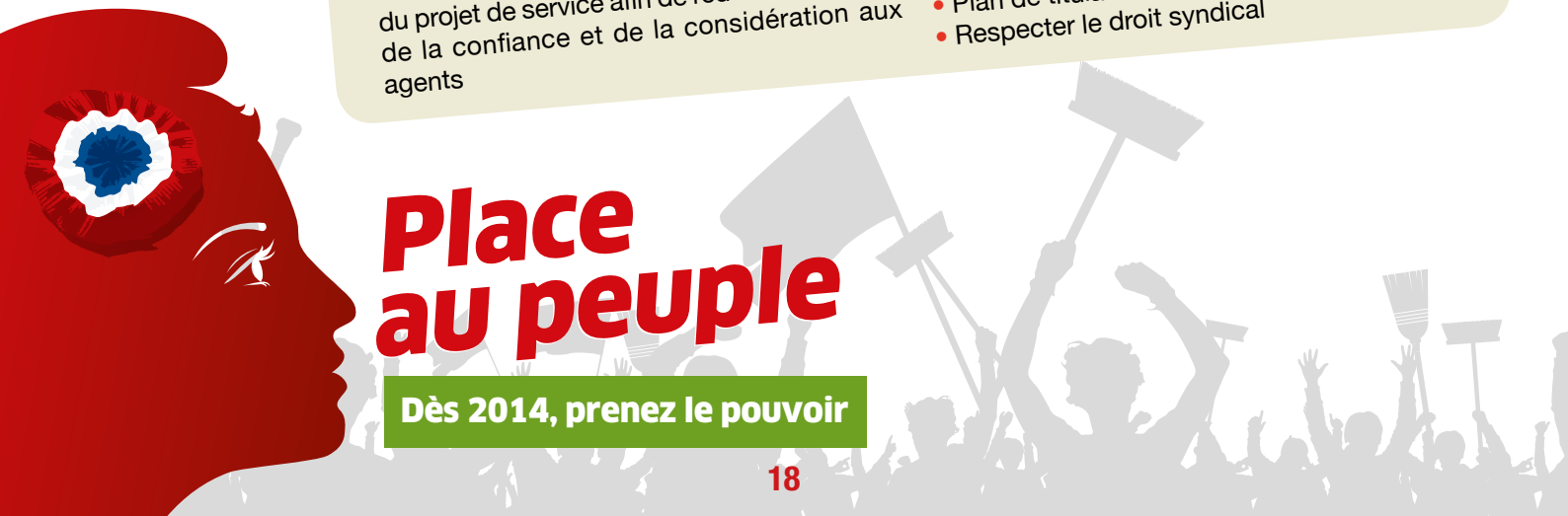
Les conditions de travail sont dégradées : moins de personnel et de moyens, pour plus de missions, baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires, confrontation avec le mécontentement de la population, pratiques managériales discutables, évaluation quantitatives, «politique du chiffre». Les élus PG devront apporter des preuves de confiance morale et matérielle. D'une part, avec la revalorisation de salaires. D'autre part, en bannissant le vocabulaire et les pratiques du «new public management». Il est important de redonner un sens au service public en le démarquant clairement du secteur privé, en re-municipalisant les services essentiels à la satisfaction de besoins humains et en associant les agents à l'élaboration des projets. Ce sont les gages de la qualité retrouvée du service public, qui ne peut être dispensé que par des agents respectés, formés et considérés.

Une veille particulière (organisation des services, politique de formation et de mise à niveau) sera opérée pour permettre la titularisation via les concours des personnels précaires.

Le rôle des élu-e-s est donc de connaître le fonctionnement du statut et des outils territoriaux, pour être des employeurs exemplaires. Ils doivent aussi s'impliquer et siéger dans les instances paritaires afin de défendre chaque jour le statut de fonctionnaire.

Des exemples de radicalités concrètes

- Développer la formation des agents territoriaux pour faciliter leur déroulement de carrières
- Associer du personnel communal à l'élaboration du projet de service afin de redonner du sens, de la confiance et de la considération aux agents
- Renforcer la représentation des salariés dans les instances paritaires, et des élus qui s'engagent à y siéger alors qu'ils les désertent trop souvent
- Plan de titularisation
- Respecter le droit syndical



www.lepartidegauche.fr www.lagaucheparlexemple.fr